

Les mouvements sociaux en Amérique latine : quel enseignement pour l'Afrique ?

UN récent ouvrage de Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein s'attache à appréhender le rôle des mouvements « antisystémiques » qui ont réagi ces 150 à 200 dernières années à la pénétration et à la transformation par l'« économie-monde » capitaliste des diverses sociétés du globe (1). Dans son essai, rédigé avec la collaboration de Marta Fuentes, André Gunder Frank montre que nombre de mouvements sociaux caractérisés de « nouveaux » en raison de phénomènes d'apparition récente — telle une plus grande participation des femmes —, en fait, ne le sont pas. Existants depuis au moins deux siècles, ils semblent souvent suivre assez fidèlement les tendances cycliques, les fluctuations de l'économie mondiale, ce que l'on appelle les cycles de Kondratieff. Ils montrent que, dans ces régions où les tendances de l'économie mondiale se font le plus sentir, c'est-à-dire en Europe de l'Ouest et aux États-Unis, ainsi que dans les zones du Tiers monde les plus dominées par l'économie capitaliste occidentale, ou qui s'y sont les plus insérées, les mouvements paysans et ouvriers, et ceux qui font de la contestation anticoloniale (environnementaliste) leur objet, ont connu le plus fort développement. Alors que ces mouvements ont été fréquents dans certaines régions du monde comme l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est, les cas recensés en Afrique sont restés rares. On ne les trouve en effet qu'en Algérie, en Afrique australe et au Kenya (2). Cet état de choses peut provenir de ce que, jusqu'à une période récente, la plupart des mouvements issus de la base, comme les mouvements féministes, ont été « occultés par l'histoire », car

celle-ci traitait de l'action des puissants de ce monde, plutôt que des laissés pour compte et des opprimés. Samir Amin aborde les mouvements sociaux, surtout ceux qui gravitent autour d'un parti unificateur participant à la libération nationale. Il retrouve dans les mouvements sociaux nationalistes de différents continents des phases analogues définies en fonction du caractère de leur direction, d'abord « bourgeoise-libérale », puis « populiste ». Bien qu'à l'origine couronnés de succès, ces deux types de mouvement furent finalement démantelés, dans les années soixante-dix particulièrement, par ce qu'il appelle la « recompradorisation » :

« Dans l'ensemble du Tiers monde, la crise alimentaire, celle de l'endettement extérieur et les impasses de la technologie importée ont conduit à des capitulations en série devant le diktat du capital transnational, réorganisé autour du FMI, de la Banque mondiale et du consortium des grandes banques occidentales. Dans les pays d'orientation radicale, les coups d'État et les agressions militaires ont largement contribué à mettre un terme aux expériences en cours » (3).

Cette évolution semble avoir été marquée surtout en Amérique latine. A propos de ce continent, Amin note que l'indépendance politique précoce conquise par les oligarchies latifundiaires et la forte influence de la culture européenne ont imprimé aux mouvements sociaux des trajectoires originales variant avec le rôle joué par les pays concernés dans le système capitaliste mondial. Nombre de ces mouvements qui firent leur apparition en Amérique latine au cours des deux derniers siècles furent d'une certaine manière des mouvements du cadre de vie ou écologiques *avant la lettre*, réclamant le retour de la terre aliénée par les colons ou les colonisateurs qui, en introduisant de nouveaux modes de production à grande échelle et souvent écologiquement nocifs (comme la *hacienda*, l'économie de plantation et l'exploitation minière), détruisirent le « système de subsistance » des premiers occupants (4). Dans cet article, afin de pouvoir nous livrer à des comparaisons, nous nous sommes concentrés sur les formes de contestation sociale les plus récentes, laissant de côté celles — nombreuses par ailleurs — de la période antérieure à 1900.

(1) S. Amin, G. Arrighi, A.G. Frank et I. Wallerstein, *Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Paris, La Découverte, 1991.

(2) A.G. Frank et M. Fuentes, « Les mouvements sociaux dans l'histoire récente », in S. Amin *et al.*, *Le grand tumulte...*, *op. cit.*, pp. 153-201.

(3) S. Amin, « A la périphérie : fin de la libération nationale », in S. Amin *et al.*, *Le grand tumulte...*, *op. cit.*, pp. 125-126.

(4) S. Barraclough, *The Social Origins of Poverty and Food Strategies*, Londres, Zed Press, 1991.

Exemples de mouvements latino-américains depuis le début du siècle : Mexique, Bolivie et Brésil (5)

Conséquence de la pénétration croissante des forces du marché mondial (sucre, café, pétrole) pendant la première moitié du XX^e siècle dans certaines régions fortement peuplées et possédant une composante amérindienne importante, comme au Mexique, au Salvador et en Bolivie, de puissants mouvements paysans autonomes et bien organisés surgirent pour garder ou reprendre les terres ancestrales. Ces mouvements étaient liés directement ou indirectement à des activités politiques ou syndicales plus vastes.

Au Mexique, l'un des plus remarquables dirigeants paysans fut Emiliano Zapata. Élu à l'âge de 30 ans président du comité de son village, Anenecuilco dans l'État de Morelos, qui tentait de récupérer ses terres perdues à la suite de l'expansion des plantations de canne à sucre, Zapata venait de terminer une période de service militaire forcé, châtement qui lui avait été infligé à cause de son attitude rebelle ; il avait ainsi acquis une certaine expérience qui lui servit plus tard, alors qu'il était dirigeant paysan. En raison de sa direction avisée, trois autres villages formèrent un comité conjoint et engagèrent un avocat pour défendre leurs droits devant les tribunaux, contre les prétentions des grandes *haciendas* de canne à sucre. Pensant qu'ils avaient le droit de se faire justice eux-mêmes parce que la voie légale avait maintes fois démontré son caractère futile, les paysans occupèrent les terres dont ils avaient été dépouillés ; ils rejoignirent le mouvement national révolutionnaire lancé en 1910 par des intellectuels petits-bourgeois qui s'opposaient au dictateur de l'époque, Porfirio Diaz.

Les paysans soutenaient l'insurrection dans l'espoir qu'une fois au pouvoir, les forces révolutionnaires, tenant leur parole, satisféraient leurs revendications. Mais, ayant constaté que le nouveau Président ne prenait pas la réforme agraire au sérieux, Zapata formula avec le soutien de plusieurs avocats sympathisants un programme radical de réappropriation des terres. En vertu de ce programme, il distribua la terre aux paysans dans les zones qui étaient tombées aux mains de sa guérilla. L'enthousiasme des forces paysannes se nourrissait au contact de chefs charismatiques et de l'oriflamme à l'effigie de Notre-Dame-de-Guadalupe, l'emblème saint représentant la Vierge Marie telle qu'elle apparut à un paysan

(5) Pour une description détaillée du mouvement paysan au Mexique, en Bolivie et au Brésil, voir G. Huizer, *The Revolutionary Potential of Peasants in Latin America*, Lexington, Mass., Heath-Lexington Books, 1972, ch. 4 et 5 ; pour un résumé, voir éga-

lement G. Huizer, *Peasant Rebellion in Latin America. The Origins, Forms of Expression, and Potential of Latin American Peasant Unrest*, Harmondsworth, Penguin Books, 1973.

indien, en 1531, à l'endroit où traditionnellement on adorait Tonantzin, la déesse de la fertilité.

En partie à cause de cette pression permanente et organisée que les paysans maintenaient dans de nombreuses régions du pays, la Constitution mexicaine de 1917 reprit les propositions du programme de réforme locale (article 27). Toutefois, en dépit de cette reconnaissance officielle, la redistribution des terres n'eut lieu effectivement que dans les zones où les paysans étaient bien organisés ou armés en vue de résister à l'opposition violente exercée par les propriétaires fonciers à l'égard des réformes, au moyen de leurs « gardes blancs ». Zapata résista pendant des années aux tentatives d'intimidation et de corruption. Il fut assassiné en 1919 par un homme qui prétendait être son allié, mais qui, dans la réalité, était en cheville avec le gouvernement et les propriétaires fonciers.

En Bolivie, pendant des siècles, des soulèvements paysans eurent lieu de manière intermittente, face aux exactions du système d'asservissement en vigueur. La guerre du Chaco contre le Paraguay (1933-1935), qui avait pour origine la rivalité entre la *Royal Dutch Shell* et la *Standard Oil* qui se disputaient des champs pétrolifères, accéléra la désintégration du système traditionnel. Quittant pour la première fois les *haciendas*, des milliers de soldats indiens firent leur entrée dans le monde extérieur. La défaite de la Bolivie provoqua un fort sentiment de frustration et une grande amertume dans la vie politique. Après la guerre, l'agitation paysanne prit de l'ampleur dans plusieurs régions du pays. En 1936, une association rurale fut formée à Ucurena, situé dans la vallée tempérée et fertile de Cochabamba, l'une des régions agricoles les plus prospères. Le monastère de Santa Clara y avait affermé une partie de ses terres à des latifundiaires de la région, le bail donnant droit d'utiliser les bras des paysans qui y étaient installés. Ce que voyant, les paysans décidèrent de former un syndicat leur permettant de louer des terres au monastère de Santa Clara, afin d'éviter d'avoir à travailler pour les propriétaires. Leurs efforts rencontrèrent l'opposition féroce de nombre de ces propriétaires, qui voyaient en eux une menace directe dirigée à l'encontre de leur domination traditionnelle. Les propriétaires achetèrent finalement les terres au monastère et ils expulsèrent les familles de paysans qui y avaient vécu et travaillé pendant des années, les obligeant à partir ou à en revenir au servage. Un jeune dirigeant paysan, José Rojas, dont le père avait été dépouillé de cette façon, dut se réfugier en Argentine, où il travailla comme ouvrier agricole, y acquérant une formation politique. Quelques années plus tard, il revint en secret en Bolivie pour devenir le leader incontesté du mouvement paysan d'Ucurena en renouveau.

Pendant la révolution de 1952, un gouvernement qui s'adressait aux classes moyennes et qui dépendait en partie de l'appui des

paysans, arriva au pouvoir en Bolivie. Ce gouvernement, dirigé par Paz Estenssoro, dut adopter une réforme agraire radicale lorsque les associations de paysans de la région de Cochabamba, dirigées par José Rojas, commencèrent à s'emparer des domaines, déclenchant ainsi un mouvement qui menaçait de s'étendre à l'ensemble du pays. Au cours des années qui suivirent la révolution de 1952 et les actions paysannes radicales de cette période, les associations paysannes se saisirent de la plupart des grands domaines boliviens, dans la légalité et au cours d'un processus pacifique prévu par le programme officiel de la réforme agraire. Les paysans s'armèrent afin de défendre le nouveau statu quo contre les efforts de l'oligarchie latifundiaire pour revenir en arrière. Le fait que la majorité des paysans boliviens aient depuis ce temps-là exploité leurs propres terres explique pourquoi l'action révolutionnaire comme celle qu'entreprit Ernesto Guevara dans les années soixante suscita peu d'écho dans la paysannerie bolivienne.

Au Brésil, de vastes mouvements paysans firent leur apparition dans des zones à forte densité de population du *Nordeste*. A partir de 1955, les *Ligas Camponesas* (Ligues paysannes) furent lancées par des paysans de la plantation de canne à sucre Galileia. Ils montèrent une association en vue de réunir des fonds leur permettant d'acheter au propriétaire terrien le domaine sur lequel ils travaillaient. Jugeant leur projet inacceptable, les propriétaires de la région tentèrent d'expulser les paysans des terres. Se liant avec eux, un avocat socialiste du nom de Francisco Juliao se dit prêt à les défendre devant la justice. On pensa bientôt étendre cette initiative locale à l'État du Pernambouc et à l'ensemble du Nord-Est du Brésil. Une fois que le mouvement, en butte à l'opposition des propriétaires terriens, eût gagné de l'importance et se fût radicalisé, des syndicats rivaux furent établis par l'Église afin de contrecarrer l'influence des ligues. Mais même ces groupements ne tardèrent pas à se persuader progressivement de la nécessité de réformes radicales. Un programme de *concientizacao*, qui aidait la population à exprimer ses besoins à travers le système d'alphabétisation élaboré par Paulo Freire, y contribua. C'est probablement à cause de la force croissante de l'ensemble du mouvement de réformes, auquel participèrent les ligues et certains syndicats soutenus par l'Église, que l'armée intervint et qu'elle organisa le coup d'État d'avril 1964, avec le soutien de la CIA. On assista alors à la répression des ligues, ainsi que des autres organisations. Confronté à l'intransigeance des propriétaires, le mouvement lancé auparavant par l'Église pour concurrencer les ligues — il en devint rapidement l'allié — forma la matrice d'importants secteurs de ce qui sera connu plus tard sous le nom de « Théologie de la libération » (voir ci-dessous).

Comment se radicalisent les mouvements ?

Parmi les conditions essentielles d'émergence des mouvements sociaux, qu'il s'agisse de ceux décrits ci-dessus ou d'autres cas de mobilisation de la paysannerie, nous trouvons :

- une détérioration flagrante et durement ressentie de la situation réelle, ou de faux espoirs d'une amélioration ou d'un soulagement résultant de l'action de grandes forces économiques liées surtout au marché mondial ;

- la présence de leaders forts, souvent charismatiques, qui peuvent exprimer clairement le mécontentement et indiquer les mesures visant à satisfaire les revendications exprimées, et inciter leurs troupes à se lancer dans l'action de manière organisée ;

- un certain soutien actif de la part d'alliés en milieux urbains (hommes politiques, avocats, prêtres, intellectuels, animateurs du développement) pour remédier aux conséquences du monopole du pouvoir détenu par l'État ou les élites dominantes ;

- une stratégie d'escalade progressive, en fonction du degré d'opposition ou d'oppression que le mouvement rencontre en faisant avancer sa cause.

Dans la plupart des cas, les mouvements de paysans ne furent pas à l'origine dirigés explicitement contre l'État ou les élites en tant que tels, mais débutèrent par des revendications correspondant aux griefs et aux besoins concrets les plus fortement éprouvés. Lorsque les élites et/ou l'État, au lieu de répondre positivement à ces revendications, tentèrent de stopper ces mouvements d'ampleur croissante, ils pouvaient fort bien se radicaliser et, s'ils faisaient l'objet d'une violente répression, passer dans le camp révolutionnaire. L'État perd sa légitimité en réprimant violemment des mouvements dont les gens concernés croient profondément qu'ils portent des revendications justifiées. Un tel processus de lutte croissante et passant à un stade supérieur peut prendre des mois, des années ou des décennies pour se réaliser.

On ne peut assez souligner que la plupart de ces mouvements sociaux (paysans ou écologistes) ne sont, à leurs débuts, pas très hiérarchisés (en fait, ils le sont dans une certaine mesure, mais cela dépend des qualités de leurs dirigeants, charismatiques en premier lieu) et ils bénéficient souvent d'un soutien considérable des femmes, sans toutefois qu'elles y occupent des places de premier plan. Ils s'affirment non violents, s'efforçant juste de corriger des injustices durement ressenties. Si ces mouvements gagnent de l'importance, c'est seulement lorsqu'ils font l'objet d'une féroce répression de la part de l'État ; ils deviennent alors plus militants, prêts à user de la violence pour répondre à la violence de l'État jugée illégitime. Ils deviennent aussi plus hiérarchisés et risquent de perdre

les caractéristiques du mouvement et de se métamorphoser en organisation ou parti révolutionnaire.

Dans certains cas, c'était l'objectif de ces militants en milieu urbain qui rejoignirent et guidèrent les mouvements paysans naissants. En règle générale, les paysans n'emboîtent le pas à des dirigeants politiques révolutionnaires qu'après s'être vus impitoyablement interdire tous les moyens pacifiques de parvenir à une existence moins incertaine. Plusieurs gouvernements, comme ceux de Bolivie et du Mexique, du Vénézuéla et du Pérou, ont empêché le passage de certains mouvements paysans à l'action purement révolutionnaire en mettant en œuvre une réforme agraire suffisamment radicale pour satisfaire les exigences les plus urgentes des paysans. Parmi les exceptions, Cuba, où un mouvement paysan devint révolutionnaire et accomplit en 1960-1961 une réforme agraire radicale après le renversement, en 1959, de Batista, un dictateur particulièrement répressif (6). Le mouvement paysan cubain apparut pendant — et immédiatement après — la Première Guerre mondiale, lorsque des sociétés cubaines et américaines expulsèrent un nombre toujours croissant de paysans pour faire de leurs terres des plantations de canne à sucre ou pour les destiner à l'élevage du bétail. Les paysans furent sommés de prendre des terres en zone montagneuse mais, une fois ces terres devenues suffisamment cultivables, les paysans furent à nouveau rejetés vers des terres situées encore plus haut. Le mouvement de contestation enfla entre 1920 et les années quarante, jusqu'à donner une fédération paysanne nationale qui commença à exiger l'adoption d'une réforme agraire.

Cette évolution était provoquée par la forte hausse du nombre des expulsions — le plus souvent violentes — de paysans par des sociétés et de grands propriétaires fonciers. Leur nombre atteignit 40 000 mille en 1944. Sous l'impulsion de Lino Alvarez, vieux dirigeant de la révolution anticoloniale de 1895, les fédérations paysannes s'en tinrent à des procédures strictement légales sur le terrain juridique et de la lutte. Il en alla différemment après le coup d'État militaire de 1952, lorsque Batista arriva au pouvoir, lui qui défendait fidèlement les intérêts des sociétés sucrières et obligea les organisations paysannes à se réfugier dans la clandestinité. Quand Fidel Castro et son petit groupe de révolutionnaires, après une invasion avortée en 1956, fuirent vers les montagnes, ils y trouvèrent des paysans organisés prêts à des actions plus radicales pour renverser l'État, celui-ci ayant à leurs yeux perdu sa légitimité. Peu de temps après le triomphe de la guérilla en 1959, une réforme agraire radicale fut mise en œuvre, les lopins de terre du secteur

(6) Pour plus de détails, cf. G. Huizer, « The Role of Peasant Organizations in the Struggle against Multinational Corporations: the Cuban Case », in E. Sevilla-Casas, *Wes-*

tern Expansion and Indigenous Peoples: The Heritage of Las Casas, La Haye/Paris, Mouton, 1971.

privé étant redistribués en faveur des petits propriétaires et la plupart des plantations de canne à sucre collectivisées.

De puissants mouvements paysans radicaux, pouvant soutenir des actions de guérilla prolongée d'un genre analogue à ceux du Mexique et de Cuba, ont eu lieu dans les pays africains où les colons blancs avaient brutalement expulsé de leurs terres les paysans autochtones : au Kenya (7), en Algérie (8) et, plus tard, au Zimbabwe (9) ; de même, dans les anciennes colonies portugaises. Toutefois, la situation dans tous ces pays différait considérablement de celle prévalant en Amérique latine du fait que les adversaires des paysans étaient des colons étrangers. La lutte avait une forte tonalité nationaliste et était soutenue par des bourgeoisies nationales naissantes. Elle se déroulait également dans une atmosphère de soutien et d'intérêt considérables exprimés au sein de la communauté internationale en faveur des processus de décolonisation. Des réformes agraires furent réalisées en Algérie et, dans une moindre mesure, au Kenya, contribuant ainsi quelque peu à satisfaire la paysannerie.

Implications au niveau international

En 1962, au vu du succès rencontré par le mouvement social cubain dans la prise du pouvoir d'État, pour réaliser une réforme agraire et pour passer radicalement d'une politique de développement capitaliste à une autre, socialiste, le président Kennedy lança l'*Alliance pour le progrès* qui fit de la réforme agraire un élément obligatoire des politiques de quasiment tous les pays latino-américains. Tout le monde sait que pratiquement aucune réforme agraire ne fut menée réellement, car ces réformes devaient partir du sommet, alors que la plupart des gouvernements étaient dominés par les élites du secteur agraire ou par leurs alliés. En fait, les mouvements sociaux en faveur de la réforme n'étaient pas encouragés mais, dans pratiquement tous les cas, entravés dans leur action et réprimés. Des mouvements non-violents en faveur de réformes dans des pays comme le Brésil (1964), le Pérou (1964) et la République dominicaine (1965) furent violemment réprimés par l'armée, avec le soutien de la CIA, des forces et de l'assistance technique américaines. Bien avant que le *New York Times* n'apportât des révé-

(7) Cf. R. Buijtenhuijs, *Le Mouvement « Mau-Mau » : une révolte payanne et anti-coloniale en Afrique noire*, La Haye/Paris, Mouton, 1971.

(8) Cf. E. Wolf, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, New York, Harper and Row, 1969.

(9) Cf. D. Lan, *Guns and Rain, Guerilla and Spirit Mediums in Zimbabwe*, Londres, James Currey/Berkeley, University of California Press, 1987. Cf. également T.O. Ranger, *Revolt in Southern Rhodesia 1896-1897 : A Study in African Resistance*, Londres, Heinemann, 1971.

lations à ce sujet (en 1967), ceux qui militaient au sein de mouvements de base en Amérique latine savaient que la CIA était étroitement mêlée à la jugulation et la neutralisation de telles activités (10). Des activités analogues, liées aux mouvements sociaux, ont pu être observées en Afrique (11).

Des démarches diverses étaient entreprises avec le soutien international, surtout américain. En dehors de la répression à l'état brut (tenter de découvrir qui étaient les leaders du mouvement et, ensuite, le « décapiter », au sens propre ou figuré), la première consistait à créer ou à revigorer des mouvements sociaux « parallèles », ou à coopter des mouvements sociaux déjà existants grâce à un financement important. Dans un nombre de cas loin d'être insignifiant, des petites organisations de base existantes bien intentionnées (parmi elles, des syndicats de paysans chrétiens) étaient financées afin de concurrencer des mouvements, socialistes ou communistes, plus radicaux. Dans certains cas, malgré les intentions du début, ces mouvements « parallèles » se radicalisèrent en raison de l'opposition qu'ils rencontrèrent face aux élites toutes les fois qu'ils déposaient des revendications pour le compte de leurs membres. Parce que ces mouvements sociaux peuvent être manipulés par leur leaders ou des gens de l'extérieur à des fins ignorées de leurs membres, ce ne sont pas de simples forces spontanées qui émergent lorsqu'il est nécessaire de traiter d'un problème.

Comme un nombre croissant de gens participaient aux mouvements sociaux en Amérique latine, au début et au milieu des années soixante, et subissaient plus souvent une répression féroce, certains secteurs de l'Église catholique, dans la plupart des pays traditionnellement liée de manière étroite aux élites dominantes et à l'État, commencèrent à reconsidérer leur rôle. L'Église avait souvent participé à la formation d'organisations « parallèles » aux mouvements de base existants et en croissance, d'orientation socialiste ou communiste, tels que ceux du Nord-Est du Brésil. Mais ceux-ci étaient le plus souvent sans effets notoires ou, alors, les élites locales leur faisaient face. C'est pourquoi des prêtres œuvrant en faveur de ces organisations furent attirés par certains des mouvements sociaux plus radicaux et en devinrent les alliés actifs ou même s'en firent les avocats. De ces initiatives émergea progressivement au sein de l'Église un nouveau courant social du nom de « Théologie de la libération » ou « Église du peuple ». En raison de leur participation à la « lutte de classes » naissante, plusieurs représentants de

(10) P. Agee, *Inside the Company. A CIA Diary*, Harmondsworth, Penguin Books, 1975.

(11) J. Stockwell, *In Search of Enemies : A CIA Story*, Londres, Deutsch, 1978.

cette mouvance éprouvèrent le besoin croissant de recourir à des éléments d'analyse marxiste (12).

Bien que l'Église catholique réagit au début avec énormément de réserves à ce mouvement qui allait grandissant, un nombre croissant d'évêques, séduits par lui, s'y investirent, en partie à cause de la manière dont l'armée de nombreux pays persécutait le clergé militant à la base. Grâce aux espaces créés par Vatican II au début des années soixante, le choix des pauvres fut entériné en 1968 par la seconde conférence du Conseil épiscopal latino-américain à Medellín. Cette évolution ne passa pas inaperçue. Comme le *Rapport Rockefeller* sur les Amériques de 1969 le notait :

« En fait, il se peut que l'Église soit quelque peu dans la même situation que les jeunes qui, mûs par un profond idéalisme, sont vulnérables face aux tentatives d'infiltration de la subversion ; prêts à entreprendre si nécessaire une révolution pour mettre fin à l'injustice, mais insuffisamment conscients de la nature réelle de la révolution elle-même ou du système de gouvernement par lequel la justice qu'ils désirent peut être réalisée » (13).

Les forces politiques situées au-delà ou au-dessus des élites dominantes du pays avaient de plus en plus tendance à jouer un rôle clé. Pour le bien de « la sécurité de l'hémisphère occidental », le *Rapport Rockefeller* recommandait d'augmenter l'assistance et les dépenses militaires :

« En outre, le peuple des États-Unis ne sait pas que les autres pays du continent américain, pris en bloc, dépensent pour leur défense une proportion plus faible de leur produit national brut que toutes les autres régions, à l'exception de l'Afrique sub-saharienne » (14).

Pour les théologiens de la libération, et les « communautés de base » auxquelles ils étaient associés, la mission officielle de Nelson Rockefeller annonçait le début d'une époque de répression sévère sous couvert de « doctrine de sécurité nationale ». Les régimes militaires qui étaient, ou accédaient, à ce moment-là au pouvoir dans la majeure partie de l'Amérique latine rendirent pratiquement impos-

(12) P. Lernoux, *Cry of the People. The Struggle for Human Rights in Latin America — the Catholic Church in Conflict with US Policy*, Harmondsworth, Penguin Books, 1982 ; Michael Löwy, « Marxisme et théorie de la libération », *Cahiers d'étude et de recherche*, 10, 1988 (Institut international de recherche et de formation, Amsterdam).

(13) N. Rockefeller, *The Rockefeller Report on the Americas, the Official Report of a United States Presidential Mission for the Western Hemisphere*, Chicago, Quadrangle Books, 1969, p. 31.

(14) *Ibid.*, p. 62.

sibles les mouvements sociaux, et l'Église, la seule institution à ne pouvoir être trop brutalement réprimée, servit de refuge à ceux qui résistaient aux courants politiques et économiques dominants. Il devint évident que non seulement l'armée et les élites au pouvoir dans le pays constituaient un obstacle à l'émergence et à la multiplication des mouvements sociaux luttant pour l'amélioration des conditions de vie des masses dans la pauvreté, mais qu'en outre elles étaient fermement soutenues par des agents internationaux liés directement ou indirectement aux intérêts économiques occidentaux (pour la plupart américains) dont l'influence avait grandi en Amérique latine pendant les années soixante et soixante-dix (15).

*
* *

Malgré cinq siècles de colonisation par l'Occident qui marquèrent durablement et profondément l'Amérique latine, et malgré près de 200 ans de colonialisme interne depuis l'indépendance, seules, ces dernières décennies, des études générales et comparatives ont été rédigées sur la résistance des paysanneries autochtones, à la suite — elles ne l'ont pas précédée — de l'émergence de mouvements particulièrement militants et efficaces dans les années cinquante et au début des années soixante. Ces travaux montrent clairement que la grande majorité des paysans d'Amérique latine a souffert pendant des siècles de la brutale introduction de modes de production féodaux et capitalistes combinés, qui sont sortis renforcés, plutôt qu'affaiblis, de l'ère coloniale, avec le début d'une période marquée par le néocolonialisme et le colonialisme intérieur.

En Afrique, une colonisation pareillement brutale et complète démarra réellement pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, pour atteindre son apogée avec la Conférence de Berlin en 1884 et les années qui suivirent. Mais, comme l'a noté Achille Mbembe (16), la dépossession quasi totale des paysans, sur le modèle latino-américain, fut loin d'être la règle en Afrique. Comme cela a été indiqué plus haut, des mouvements populaires ont joué un rôle crucial au cours de plusieurs luttes anticoloniales. Ce n'est probablement pas un hasard si c'est dans les pays où les colons ont le plus nettement transformé et destabilisé les « systèmes de subsistance » autochtones (Kenya, Algérie et Zimbabwe), que les mouvements

(15) Cf. entre autres G. Gutierrez, *La fuerza histórica de los pobres: selección de trabajos*, Lima, Centro de Estudios y Publicaciones, 1979 ; également la documentation minutieuse du rôle de la Commission Trilatérale et sa « gestion de l'interdépendance » rassemblée par des théologiens et des spécia-

listes des sciences sociales in H. Assmann (éd.), *Carter y la lógica del imperialismo*, San José, Costa Rica, Educa, 1978, 2 tomes.

(16) A. Mbembe, « Pouvoir, violence et accumulation », *Politique africaine*, 39, 1990, p. 13.

populaires de résistance les plus puissants ont surgi dans les années soixante et soixante-dix. La mise en œuvre — ou la promesse — dans ces pays, après l'indépendance, de réformes agraires plus ou moins énergiques a pu empêcher l'apparition de mouvements paysans risquant de devenir radicaux.

Des situations analogues à celle de l'Amérique latine au XIX^e siècle, apparaissent également en Afrique, après l'indépendance comme Frantz Fanon l'avait prévu (17). Tant que les élites nationales des pays africains ne portent pas trop — ou pas trop rudement — atteinte aux conditions de subsistance de la « paysannerie non capturée », pour reprendre l'expression utilisée par Goran Hyden à propos de l'Afrique (18), les conditions d'émergence de vastes mouvements paysans de base luttant pour la terre ne seront vraisemblablement pas réunies. En Amérique latine, les mouvements surgirent en règle générale alors que les sentiments de frustration et d'injustice — qu'ils fussent imposés par l'économie de marché ou induits par les intérêts agraires ou encore, comme dans quelques régions comme le Nord-Est du Brésil, par des catastrophes naturelles — étaient aigus.

En Amérique latine, dans certains contextes, un facteur entravait le passage de la résistance paysanne à l'action ouverte : il s'agissait du clientélisme par lequel les rapports d'exploitation étaient observés ou tempérés de la part des élites rurales qui adoptaient une attitude paternaliste opportuniste. Une fois que ces rapports avaient disparu, par exemple à la suite de l'absentéisme des propriétaires ou de l'introduction de formes d'exploitation plus primitives, des leaders paysans capables et puissants pouvaient commencer à défier les anciens « parrains ». Comme Mbembe l'a constaté, il existe encore une forte prédominance du rôle du clientélisme que les « idéologues du développement » saisissent difficilement (19) dans un contexte africain. Sa présence fera que la situation ne sera pas mûre pour les mouvements militants. Toutefois, cet état de préparation restera faible en fin de compte dans les pays et les régions où la majorité de la population vit en économie de subsistance, tandis que, là où les catastrophes naturelles menacent sa survie, l'absence d'adversaire bien en évidence n'est pas propice à une mobilisation efficace. Tant que de grandes sociétés capitalistes ne s'imposent pas avec force à la paysannerie en la dépossédant de ses terres, il est probable que des mouvements analogues à ceux de l'Amérique latine (et de certains pays de l'Asie du Sud-Est) n'émergeront pas en Afrique.

Sans tomber dans les travers de ce que Mbembe, faisant réfère-

(17) F. Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1961.

(18) G. Hyden, *Beyond Ujamaa in Tan-*

zania : Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry, Londres, Heinemann, 1980.

(19) A. Mbembe, art. cit., p. 15.

rence aux travaux de Hyden, appelle « culturalisme », il pourrait être profitable de porter un surcroît d'attention aux motivations d'ordre traditionnel, culturel, spirituel ou religieux, dans l'analyse des possibilités d'émergence de mouvements sociaux (20). Il est significatif que des traditions spirituo-religieuses aient joué un rôle crucial dans la mobilisation populaire, chez certains des mouvements sociaux, comme les soulèvements de 1896-1897 et 1972-1979 au Zimbabwe (21) et mau-mau aux Kenya, dont l'efficacité surprit les puissances coloniales. Par conséquent, et c'est un problème dont il faut tenir compte sérieusement, ces mouvements peuvent être utilisés dans un sens émancipateur, mais également être manipulés pour arriver au résultat contraire. Les intérêts internationaux qui se sont manifestés en Amérique latine, en particulier en réaction à la Théologie de la libération, sont à l'œuvre également en Afrique ; ils nécessitent d'être étudiés avec soin (22).

Auparavant délaissé, un sujet d'étude absolument fondamental soulève actuellement un certain intérêt en Amérique latine, en particulier chez les théologiens de la libération et les anthropologues : il s'agit de l'influence des « forces vitales » et autres pouvoirs psychiques qui ne sont pas encore appréhendés dans les paradigmes des sciences sociales (en Occident), sur la manipulation de la religion et de la spiritualité populaires. Dans ce domaine, pour l'Amérique latine, des choses fort utiles pourraient être retirées des apports africains (23).

Gerrit Huizer

(20) *Ibid.*, pp. 23-24.

(21) Cf. G. Huizer, *Folk Spirituality and Liberation in Southern Africa*, Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, 1991 (Travaux et Documents, 29).

(22) R. Buijtenhuijs, *op. cit.*

(23) Cf. G. Huizer, « Power and Vital Force in Popular Religion : Some Issues for Future Research », in A. Droogers, G. Huizer, H. Siebers (eds.), *Popular Power in Latin American Religions*, Saarbrücken-Fort Lauderdale, Breitenbach, 1991.